



Revue de Presse

mercredi 04 février 2009

S O M M A I R E

mercredi 04 février 2009

SNET/EON

Areva place son EPR en Inde et renforce sa position dans le nucléaire civil Agence France Presse Fil Général .- 03/02/2009	1
Areva place son EPR en Inde et renforce sa position dans le nucléaire civil La Correspondance économique .- 04/02/2009	2
Enel promet de maintenir son dividende Les Echos .- 04/02/2009	3
GDF Suez et Iberdrola alliés au Royaume-Uni La Tribune .- 04/02/2009	4
French power supplier looks ripe for takeover Icis Chemical Business .- 02/02/2009	5
Rosukrenego propose un nouveau consortium La Tribune .- 04/02/2009	6

CONCURRENCE

Nucléaire : Areva s'ouvre les portes de l'Inde Les Echos .- 04/02/2009	7
Areva signe avec EDF son contrat le plus important Le Figaro économie .- 04/02/2009	9
Siemens et le russe Rosatom vont discuter aujourd'hui d'une coopération Les Echos .- 04/02/2009	10
Nucléaire : Sarkozy en Normandie vendredi Le Figaro et Vous .- 04/02/2009	11
GDF Suez maintient le cap malgré son essoufflement en fin d'année dernière L' Agefi .- 03/02/2009	12
Ternava investir 3,4 milliards d'euros d'ici à 2013 Les Echos .- 04/02/2009	13
Des municipalités feront un offre sur le gaz de RWE L' Agefi .- 03/02/2009	14

MARCHE

Russia denies Ukraine gas system move Financial Times Europe .- 04/02/2009	15
---	----

ENVIRONNEMENT

L'agriculture incitée à utiliser moins d'énergie Le Figaro économie .- 04/02/2009	16
Judith Jiguet Les Echos .- 04/02/2009	17

SNET/EON



Areva place son EPR en Inde et renforce sa position dans le nucléaire civil

Paris, 3 févr. 2009 (AFP) -

Areva va signer mercredi un protocole d'accord pour la livraison d'au moins deux réacteurs EPR à l'Inde, un énorme marché potentiel pour le groupe français, qui va ainsi renforcer sa position dans la bataille pour la relance de l'atome civil.

La présidente d'Areva, Anne Lauvergeon, se rend à New Delhi mercredi pour signer un protocole d'accord avec l'électricien public Nuclear Power Corporation of India (NPCIL).

Ce document prévoit l'ouverture de négociations entre NPCIL et le groupe français dans le but de construire à terme "au moins deux" réacteurs nucléaires de 3e génération (EPR) en Inde, a indiqué mardi une porte-parole d'Areva à l'AFP.

L'entourage de la secrétaire d'Etat française au Commerce extérieur, Anne-Marie Idrac, avait parlé dimanche d'un contrat portant sur un "nombre important" de réacteurs. Selon le Monde, l'Inde pourrait s'engager à commander à terme jusqu'à 6 réacteurs.

Le coût d'un EPR étant évalué entre 4 et 6 milliards d'euros, les montants en négociation devraient atteindre au moins 10 milliards d'euros.

Cet accord intervient alors que l'Inde est autorisée depuis l'été dernier à reprendre ses échanges dans le nucléaire civil, après un embargo de 34 ans imposé à la suite de ses essais nucléaires de 1974. Dès septembre, Paris avait signé avec New Delhi un accord politique de coopération dans le nucléaire civil.

L'Inde compte actuellement 17 réacteurs nucléaires en activité, qui fournissent environ 2,5% de l'électricité du pays, selon le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA).

La 10e puissance économique mondiale, qui importe 70% de ses besoins en pétrole, veut 60.000 mégawatts supplémentaires d'énergie nucléaire, soit 100 milliards d'euros d'investissements dans les quinze ans à venir, dont 20 milliards d'euros de contrats potentiels pour les groupes français.

C'est donc un marché prometteur qui s'ouvre à Areva pour exporter son produit phare, le réacteur de troisième génération EPR. Le groupe français conforte ainsi ses positions face aux grands concurrents de l'EPR: l'AP1000 de l'américain Westinghouse (groupe Toshiba) et le réacteur à eau bouillante ABWR développé par General Electric et Hitachi.

L'ABWR compte déjà 4 unités en activité et 3 en construction, au contraire de l'AP1000 qui n'en compte aucune.

Quant à l'EPR, il est en cours de construction en Finlande, où le chantier a pris plus trois ans de retard, et en France à Flamanville (Normandie). Le chantier d'un deuxième EPR français commencera à partir de 2012.

Areva a en outre remporté un contrat de fourniture de deux EPR à la Chine (Taishan 1 et 2) en novembre 2007 pour un montant total de 8 milliards d'euros, combustible et services compris.

EDF, grand concurrent d'Areva dans la filière française, a lui annoncé vouloir développer, financer ou construire 10 EPR dans le monde d'ici 2020.

Les groupes français GDF Suez et Total, ou l'allemand EON ont eux aussi exprimé leur intérêt pour la technologie initialement développée par Areva et Siemens.

Après une récente déception en Afrique du Sud, qui a renoncé à construire une deuxième centrale, Areva va donc pouvoir faire la preuve en Inde de l'intérêt de son EPR.

L'annonce tombe à pic alors que le groupe cherche 2,6 milliards d'euros pour boucler ses investissements 2009.

"C'est une bonne nouvelle, mais ça ne change rien à nos besoins de financement à court terme", modère-t-on en interne.

aag/cf/fm

Afp le 03 févr. 09 à 17 45.

Ref : TX-PAR-IQX82.



Areva place son EPR en Inde et renforce sa position dans le nucléaire civil

L'accord signé l'été dernier entre les Etats-Unis et l'Inde dans le domaine du nucléaire ouvre aux groupes nucléaires un marché prometteur. La présidente du directoire du groupe nucléaire français Areva, Mme Anne LAUVERGEON, doit signer aujourd'hui à New Delhi un protocole d'accord avec l'électricien public Nuclear Power Corporation of India (NPCIL). Ce document prévoit l'ouverture de négociations entre NPCIL et le groupe français dans le but de construire à terme "au moins deux" réacteurs nucléaires de 3^{ème} génération (EPR) en Inde, a indiqué hier une porte-parole d'Areva.

L'entourage de la secrétaire d'Etat française au Commerce extérieur, Mme Anne-Marie IDRAC, avait parlé dimanche d'un contrat portant sur un "nombre important" de réacteurs. Selon "Le Monde", l'Inde pourrait s'engager à commander à terme jusqu'à 6 réacteurs. Le coût d'un EPR étant évalué entre 4 et 6 milliards d'euros, les montants en négociation devraient atteindre au moins 10 milliards d'euros.

C'est donc un marché prometteur qui s'ouvre à Areva pour exporter son produit phare, le réacteur de troisième génération EPR. Dixième puissance économique mondiale en pleine croissance, l'Inde voit sa demande énergétique fortement progresser. Actuellement, le pays importe 70 % de ses besoins en pétrole et dispose d'un parc de 17 réacteurs nucléaires en activité, qui fournissent environ 2,5 % de l'électricité du pays, selon le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA). Pour assurer son développement et répondre à ses besoins énergétiques, l'Inde veut 60 000 mégawatts supplémentaires d'énergie nucléaire, soit 100 milliards d'euros d'investissements dans les quinze ans à venir, dont 20 milliards d'euros de contrats potentiels pour les groupes français.

Dans cette optique, Areva conforte ses positions face aux grands concurrents de l'EPR : l'AP1000 de l'américain Westinghouse (groupe Toshiba) et le réacteur à eau bouillante ABWR développé par General Electric et Hitachi. L'ABWR compte déjà 4 unités en activité et 3 en construction, au contraire de l'AP1000 qui n'en compte aucune. Quant à l'EPR, bien qu'accusant un sérieux retard, il est déjà en construction en Finlande. En France, un autre chantier est en cours, celui de Flamanville et un deuxième EPR français devrait commencer à être construit à partir de 2012. A l'international, Areva a en outre remporté un contrat de fourniture de deux EPR à la Chine (Taishan 1 et 2) en novembre 2007 pour un montant total de 8 milliards d'euros, combustible et services compris. EDF, grand concurrent d'Areva dans la filière française, a lui annoncé vouloir développer, financer ou construire 10 EPR dans le monde d'ici 2020. Les groupes français GDF Suez et Total, ou l'allemand EON ont eux aussi exprimé leur intérêt pour la technologie initialement développée par Areva et Siemens.

Areva signe avec EDF son plus important contrat dans l'enrichissement d'uranium

Le groupe nucléaire Areva a signé avec EDF un contrat pour fournir des services d'enrichissement d'uranium pour un montant global de plus de 5 milliards d'euros, a annoncé hier le groupe. Ce contrat représente pour Areva "le plus important jamais signé dans ce domaine d'activité" et portera sur "une longue période", a ajouté le groupe sans plus de précisions.

Ces services seront largement fournis par la future usine d'enrichissement par centrifugation d'Areva, baptisée Georges-Besse II et qui sera implantée sur le site du Tricastin (Drôme). La construction de l'usine Georges-Besse II, qui représente un investissement total de près de 3 milliards d'euros, a commencé en 2006 et doit entrer en service en 2009. Elle doit remplacer l'usine d'enrichissement par diffusion gazeuse Eurodif, exploitée depuis 1978 au même endroit.



ÉNERGIE

L'acquisition de l'espagnol Endesa a dopé les résultats pour 2008 du groupe d'énergie italien. L'achat du solde du capital d'Endesa, soit 25 %, à la société de BTP espagnole Acciona, pourrait être proche.

Enel promet de maintenir son dividende

DE NOTRE CORRESPONDANTE
À MILAN.

La consolidation sur l'année entière – au lieu d'un seul trimestre en 2007 – de sa participation de 67 % dans l'espagnol Endesa a permis au groupe d'énergie Enel de présenter de très bons résultats préliminaires et de promettre de maintenir le dividende 2008 au niveau de 2007, soit 49 centimes d'euro. Le groupe a, en effet, fait un saut quantitatif substantiel : le chiffre d'affaires a progressé de 40 %, à 61 milliards d'euros, et le résultat brut d'exploitation de 45 %, à 14,2 milliards. Les résultats définitifs seront publiés au mois de mars.

L'endettement a été réduit de quelque 5,8 milliards d'euros par rapport à la fin de 2007 et s'élève à

50 milliards. Cette réduction est, pour l'essentiel, due à la cession par le groupe d'Endesa Europe et de Viesgo au champion allemand de l'énergie, E.ON, en vertu des exigences des autorités européennes de la Concurrence. Pour l'administrateur délégué du groupe, Fulvio Conti, « *les très bons résultats de 2008 confirment la validité d'un parcours qui a amené notre groupe à devenir un des principaux opérateurs mondiaux de l'énergie* ».

Pour poursuivre dans cette voie, Enel cherche à acheter à la société de construction espagnole Acciona ses 25 % du capital d'Endesa. Le dossier traîne en longueur, mais la transaction, d'une valeur de 11 milliards d'euros, pourrait intervenir d'ici à quelques semaines, selon la

presse italienne. Enel aurait déjà mis au point un financement de 8 milliards d'euros qui serait complété grâce au dividende exceptionnel de 4 milliards, que doit verser Endesa, et à la cession des activités énergies renouvelables de la société espagnole.

Enel a aussi mis en vente son réseau de distribution de gaz (Enel Rete Gas). Les comptes ont été présentés à 7 fonds spécialisés, avec pour objectif la remise d'une offre engageante à la mi-mars. La cession de 70 % de ce réseau, qui se classe au deuxième rang en Italie avec 12 % de parts de marché, pourrait rapporter à Enel de 1,3 milliard à 1,4 milliard d'euros.

M.-L. C.

**NUCLÉAIRE**

GDF Suez et Iberdrola alliés au Royaume-Uni

L'ambition du français est d'y construire **DEUX EPR**.

SELON NOS INFORMATIONS, GDF Suez devrait annoncer aujourd'hui un partenariat avec l'électricien espagnol Iberdrola pour attaquer le marché nucléaire britannique. Dans le sillage d'EDF, qui a acquis l'an dernier British Energy, le seul opérateur nucléaire britannique, les électriciens européens multiplient les alliances ces derniers jours. Londres, qui veut relancer le nucléaire outre-Manche, vient en effet d'ouvrir pour deux mois la procédure d'appel à candidatures sur quatre sites susceptibles d'accueillir des centrales.

Iberdrola s'est associé le 20 janvier avec l'écossais Scottish and Southern Energy tout en faisant savoir qu'ils pourraient « accueillir d'autres associés ultérieurement ». Trois jours avant, c'était les allemands E.ON et RWE qui formaient une alliance pour aborder ce marché. GDF Suez a mené des discussions avec tous ces acteurs, y compris le suédois Vattenfall qui serait également intéressé par le renouveau nucléaire outre-Manche. GDF Suez veut y construire deux EPR d'ici à 2018-2020.

MARIE-CAROLINE LOPEZ ET THIERRY MALINIAK, À MADRID



French power supplier looks ripe for takeover

KATIE TUCKER/LONDON

SIGNS ARE emerging that French independent utility POWEO could be poised for a takeover. The company confirmed last Wednesday that it had mandated investment banks "to analyze various strategic options, to support the development of its industrial business plan," according to a statement.

The company, which is being linked to rumors regarding a potential takeover, insisted, however, that no decision had been taken. "POWEO is committed to communicating as soon as an option is selected," the utility said.

Last Tuesday, POWEO told ICIS Heren it was liaising with the market authority Autorite des Marches Financiers (AMF) over its options.

Reports in the French press last week suggested that a bank had already been appointed to oversee the sale of the company, although any major deal would no doubt have to get the go-ahead from Austrian producer Verbund first, which, in

addition to its 30% stake in POWEO, also holds a 40% share in its generation arm POWEO Production. A Verbund spokeswoman declined to comment on sale rumors last week, but said that POWEO would have to notify AMF before any move was made.

The current unstable financial climate is likely to trigger some consolidation, especially for the smaller players on the French market. Guesses as to who could take over the leading independent producer/supplier are already throwing up some obvious candidates. E.ON has emerged as a frontrunner, having already started building up its presence in France through its acquisition of producer Snet. RWE is also a possibility as is a tie-up with another French independent player such as Direct Energie.

POWEO shares have increased in value over the past sessions. Only 25% of the company's capital is listed on the stock market. The remaining stakes are owned by Verbund (30%), UK investment firm Ecofin (30%), and managers and employees (15%).

Revue de presse



THE MOSCOW TIMES : ROSUKRENERGO PROPOSE UN NOUVEAU CONSORTIUM

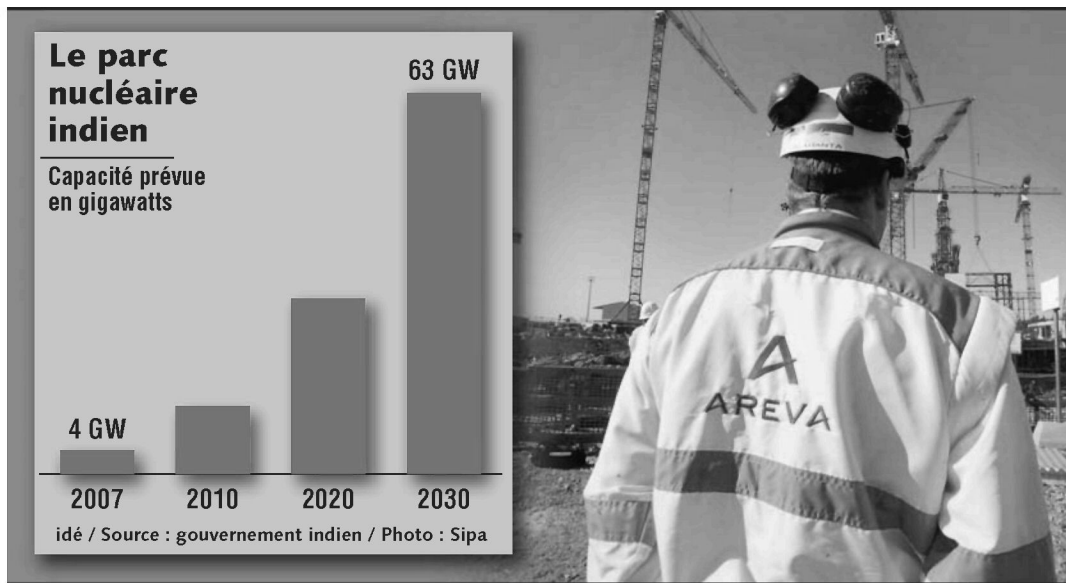
Dmitry Fritash, un homme d'affaires ukrainien qui contrôle 45 % de RosUkrEnergo, propose la création d'un nouveau joint-venture incluant des entreprises européennes comme l'allemand E.ON ou le français GDF. RosUkrEnergo, un joint-venture avec Gazprom, disposait depuis 2006 du monopole sur la vente de gaz russe en Ukraine. L'Ukraine, qui s'est

longuement opposée à la Russie sur le prix de vente du gaz, avait exigé l'éviction de l'intermédiaire avant de signer un accord avec Gazprom. Le nouveau consortium serait contrôlé à part égale par l'Europe, les États-Unis et la Russie.

CONCURRENCE

Nucléaire : Areva s'ouvre les portes de l'Inde

Le groupe signe un protocole d'accord sur 6 EPR



AREVA prend le leadership sur la renaissance du nucléaire en Inde. Anne Lauvergeon, la patronne du groupe nucléaire français, doit signer aujourd'hui à Delhi un protocole d'accord avec l'électricien indien NPCIL, qui pourrait déboucher sur la vente de six EPR au total. Il prévoit deux commandes fermes d'ici à la fin de

l'année et une option sur quatre autres réacteurs de troisième génération dans une seconde étape. Si les négociations aboutissent, il s'agirait du plus gros contrat jamais signé par Areva : un EPR coûte entre 4 et 6 milliards d'euros. En attendant, le champion français du nucléaire s'impose comme la première société étrangère à signer un tel

accord en Inde depuis que le pays n'est plus frappé d'embargo sur les technologies nucléaires. En septembre, l'Agence internationale de l'énergie atomique et le groupe des 45 pays fournisseurs de technologies nucléaires ont accepté de lever cette interdiction datant de 1974.

ÉNERGIE

Le groupe nucléaire signe aujourd'hui un protocole d'accord avec l'électricien indien NPCIL qui pourrait déboucher sur la vente de six EPR : deux commandes fermes d'ici à décembre et une option sur quatre autres.

Nucléaire : Areva pourrait vendre jusqu'à six réacteurs EPR en Inde

Areva prend le leadership sur la renaissance du nucléaire en Inde. Anne Lauvergeon, présidente du directoire du groupe nucléaire français, doit signer aujourd'hui à Delhi un protocole d'accord avec l'électricien indien NPCIL, qui pourrait déboucher sur la vente de six EPR.

Il prévoit deux commandes fermes d'ici à la fin de l'année et une option sur quatre autres réacteurs de troisième génération dans une seconde étape.

Areva profite de sa stratégie intégrée, puisque l'accord prévoit la livraison de combustibles pendant la durée de vie des réacteurs, c'est-à-dire soixante ans. Cet élé-

ment pèsera dans la facture finale, qui reste à négocier. Selon les types de contrats et l'évolution des prix des matières premières, un EPR coûte entre 4 milliards et 6 milliards d'euros. Si les négociations aboutissent, il pourrait s'agir du plus gros contrat jamais signé par Areva.

En attendant, le champion français du nucléaire s'impose comme la première société étrangère à signer un tel protocole d'accord en Inde depuis que le pays n'est plus frappé d'embargo sur les technologies nucléaires et l'uranium. En septembre, l'Agence internationale de l'énergie atomique et le groupe des 45 pays fournisseurs de technologies nucléaires ont accepté de lever cette interdiction datant de 1974.

L'Inde compte aujourd'hui dix-sept réacteurs de technologie canadienne et russe, qui fournissent 2,5 % de son électricité. Alors que la consommation a doublé depuis 1990, le pays souhaite accroître sa capacité nucléaire pour la faire passer d'environ 4 gigawatts aujourd'hui à 20 gigawatts d'ici à 2020 et 63 gigawatts en 2030. Soit plus de vingt réacteurs !

Depuis trois ans, tous les grands du nucléaire se mobilisent pour avoir aussi leur part du gâteau. L'EPR d'Areva se trouve en concurrence avec l'AP 1.000 de l'américain Westinghouse, filiale du japonais Toshiba, le réacteur à eau bouillante ABWR de General Electric et Hitachi et le VVR 1.000 russe.

Avec Areva, NPCIL entend agir comme maître d'ouvrage et

envisage de mettre en service les deux premiers réacteurs en 2016 sur son site de Jaitapur. Dans le passé, l'électricien a indiqué qu'il souhaitait voir 80 % de la valeur d'un réacteur réalisés en Inde. C'est sans doute dans cet esprit qu'Areva et Alstom viennent de signer des protocoles d'accord avec l'indien Bhabat Forge.

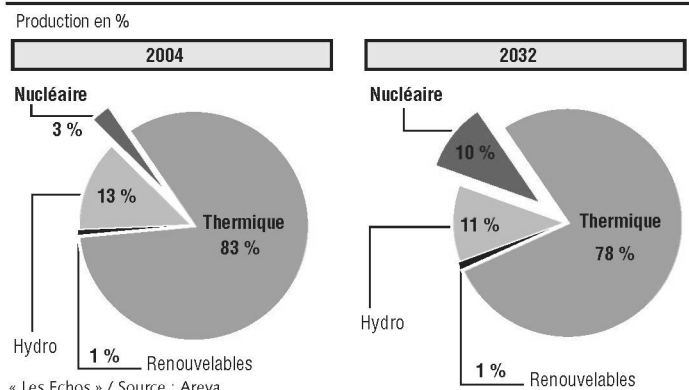
La dernière grosse commande du groupe nucléaire français remonte à fin 2007, lorsque le chinois CGNPC a acheté deux EPR pour 8 milliards d'euros. L'accord avec l'Inde intervient à peine une semaine après le lancement effectif du deuxième EPR

français, confié par l'Elysée à EDF en association avec GDF Suez. En décembre, le sud-africain Eskom avait annulé un projet portant sur deux ou trois EPR.

C'est une bouffée d'oxygène pour Anne Lauvergeon. La présidente du directoire d'Areva, critiquée pour le retard du chantier finlandais, a récemment été fragilisée par l'annonce de sortie de son partenaire allemand Siemens dans leur filiale de réacteurs, Areva NP. Par ailleurs, l'Etat n'a pas avalisé son budget 2009 en décembre et refusé un projet de fusion avec Technip.

THIBAUT MADELIN

La part du nucléaire sur le marché indien





Areva signe avec EDF son contrat le plus important

ÉNERGIE

Ce nouveau partenariat, conclu dans le cadre de l'enrichissement d'uranium, porte sur plus de cinq milliards d'euros.

LES SCÉNARIOS se multiplient autour de l'avenir d'Areva depuis la décision de l'allemand Siemens de se retirer de leur filiale commune. Malgré cette incertitude, les affaires continuent pour le groupe nucléaire. Areva a annoncé hier avoir conclu avec EDF le plus important contrat jamais signé dans les services d'enrichissement d'uranium: soit plus de 5 milliards d'euros – c'est le chiffre bas de fourchette –, portant sur d'une durée de vingt-cinq ans environ.

Ces services seront assurés par la future usine d'enrichissement par centrifugation Georges-Besse II, implantée sur le site du Tricastin. Cette usine, dont

les travaux de génie civil ont démarré en 2006 (pour un investissement total de 3 milliards d'euros), doit être opérationnelle cette année. Elle prendra le relais d'Eurodif, l'usine d'enrichissement par diffusion gazeuse, en exploitation depuis 1978 et très gourmande en énergie. En effet, il faut l'équivalent de la production annuelle de deux réacteurs de 900 mégawatts (MW) chacun pour l'alimenter.

Pour Areva, cette prolongation du partenariat avec EDF témoigne de la confiance de l'opérateur historique. Certes, EDF ne sera pas le seul électricien à bénéficier de l'outil de Georges-Besse II (une vingtaine d'énergéticiens mondiaux sont concernés) mais il en sera, de loin, le principal utilisateur. À cela une bonne raison: le parc nucléaire d'EDF est unique au monde, avec 19 centrales pour un total de 58 réacteurs.

Réacteurs du futur

Sans oublier l'EPR – le réacteur de troisième génération –, dont le prototype est en construction à Flamanville (Manche) pour une mise en production à l'horizon de 2012. Ce chantier sera bientôt suivi d'un autre de même ampleur, puisqu'en fin de semaine dernière, le gouvernement a annoncé le lancement d'un deuxième EPR dont le pilotage sera assuré par EDF (*nos éditions du 31 janvier*).

De manière générale, l'enrichissement d'uranium fait partie des revenus récurrents sur lesquels peut s'appuyer Areva. Certes, le groupe nucléaire est actuellement mobilisé sur plusieurs fronts pour vendre ses réacteurs (*lire encadré*), mais ces dossiers, si médiatiques soient-ils, réclament souvent beaucoup de temps avant d'être conclus.

F. M.



Siemens et le russe Rosatom vont discuter aujourd'hui d'une coopération

Le président du directoire du groupe allemand a rencontré Vladimir Poutine hier. Le Premier ministre russe est d'accord pour former un partenariat avec l'agence fédérale pour l'énergie nucléaire, Rosatom.

DE NOTRE CORRESPONDANTE
À FRANCFORT.

A peine une semaine après avoir officialisé la fin de son partenariat avec Areva, Siemens a déjà un pied en Russie. Le conglomérat allemand va rencontrer aujourd'hui

d'hui des représentants de Rosatom, l'agence fédérale russe pour l'énergie nucléaire, afin de discuter d'une coopération entre les deux entreprises. Lors d'une rencontre avec le président du directoire de Siemens, Peter Löscher, le Premier ministre russe, Vladimir Poutine, s'est dit prêt à « passer de la réalisation de projets au cas par cas à un partenariat d'envergure entre Siemens et Rosatom, qui pourrait activement travailler en Russie, en Allemagne et dans des pays tiers ».

Le groupe allemand a annoncé

la semaine dernière sa volonté de sortir de la coentreprise Areva NP, regrettant de ne pas pouvoir jouer un « rôle actif » dans ce partenariat où il était minoritaire. Peter Löscher avait indirectement confirmé des négociations avec Atomenergoprom, filiale de Rosatom. « C'est une option parmi d'autres », avait-il déclaré lors de l'assemblée générale. Mais la perspective d'une alliance en Russie suscite un certain scepticisme outre-Rhin. Selon le magazine « Der Spiegel », qui cite un document interne du

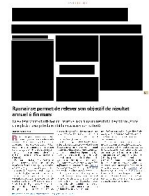
ministère de l'Economie, une coopération rapprochée avec Atomenergoprom serait « difficilement imaginable ». Le savoir-faire des Russes ne correspondrait pas « aux dernières techniques ». Peter Löscher se dit « ravi d'être invité à des discussions pour étendre les coopérations existantes dans l'énergie, y compris le nucléaire ». Siemens a précisé avoir déjà travaillé avec Rosatom pour trois projets de centrales, en Slovaquie et en Bulgarie.

IN. F.



Nucléaire : Sarkozy en Normandie vendredi

Nicolas Sarkozy croit en l'énergie nucléaire. Et le fait savoir. Il se rendra vendredi en Normandie, où seront implantés les deux premiers réacteurs de troisième génération (EPR). Il sera à Flamanville (Manche) dans la matinée, sur le chantier du premier EPR, avant de s'envoler pour la région dieppoise, à Penly, en Seine-Maritime, où les travaux du second réacteur débuteront en 2012. Il y a quinze mois, c'est sur ce site qu'il avait réaffirmé la politique de la France en matière énergétique.



GDF Suez maintient le cap malgré son essoufflement en fin d'année dernière

Le groupe, qui affiche une activité en hausse de 17% à 83,1 milliards d'euros pour 2008, confirme son objectif de croissance de l'Ebitda

par ALEXANDRE BOKSENBAUM

GDF Suez maintient la pression. Dans un contexte économique marqué par la volatilité du prix des matières premières, qui sont restées pour certaines d'entre elles à un niveau élevé, le groupe énergétique a vu son chiffre d'affaires progresser de 16,6% en 2008, à 83,1 milliards d'euros. Une progression qui s'élève même à 17,5% en croissance organique, soit au-dessus des attentes du consensus Reuters, grâce au rythme très soutenu imprimé par toutes ses divisions à l'exception de l'énergie et de l'environnement – sans ces deux branches la croissance annuelle du groupe ressort ainsi en hausse de 22,5%. Le groupe a expliqué avoir bénéficié de la poursuite du développement des activités de la société dans le gaz et l'électricité, la croissance des activités de Suez Environnement, et de la poursuite des investissements dans les infrastructures.

Toutefois, la performance du groupe aurait pu être meilleure s'il n'avait pas enregistré un léger tassement de ses activités en fin d'année dernière. Sur le quatrième trimestre, GDF Suez a en effet vu, à la suite de «conditions moins favorables», la croissance de son chiffre d'affaires ralentir à 14%, alors qu'elle avait avancé à un rythme de 18% entre janvier et septembre. En outre, tandis

Des effets de change défavorables pour près d'un milliard d'euros

que les effets liés à des changements de périmètres lui ont été favorables à hauteur de 747 millions d'euros, ceux reposant sur les changes ont pesé sur les comptes du groupe pour près d'un milliard d'euros, dont 364 millions d'euros sur le dollar et 515 millions sur la livre.

Un ralentissement qui n'empêche pas

le géant français, qui réalise 92% de son chiffre d'affaires en Europe et en Amérique du Nord, d'annoncer que son résultat brut d'exploitation (Ebitda) 2008 sera en ligne avec l'objectif précédemment annoncé. Pour rappel, en fin d'année dernière, GDF Suez, dont la fusion est effective depuis le 22 juillet dernier, avait annoncé qu'il visait une croissance de l'Ebitda supérieure à 10% sur l'exercice 2008. Le groupe souligne pourtant que sa performance opérationnelle a été marquée par la forte baisse des prix des produits pétroliers en fin d'année dernière et le ralentissement dans le monde des opérations d'arbitrage liées au gaz naturel liquéfié (GNL). Des effets auxquels s'ajoute également la «non-répercussion des coûts de fourniture du gaz naturel dans les tarifs réglementés en France».



Terna va investir 3,4 milliards d'euros d'ici à 2013

Dividende. Société de gestion du réseau électrique italienne, Terna a annoncé hier un important plan d'investissement d'environ 3,4 milliards d'euros d'ici à 2013. La société, qui est en passe de finaliser l'acquisition du réseau d'Enel, a augmenté de 300 millions ses prévisions d'investissement à quatre ans par rapport à l'an dernier. L'es-

sentiel de ces investissements seront réalisés sur le réseau italien. Elle dispose des financements correspondants et discute actuellement avec la Banque européenne d'investissement (BEI) d'une nouvelle tranche de crédit de 300 millions. Terna a annoncé, en outre, avoir réalisé, entre Italie et Brésil, un chiffre d'affaires de 1,38 milliard

d'euros en 2008, en progression de 3 % par rapport à 2007, et un Ebitda dépassant les 985 millions. Flavio Cattaneo, son directeur général, a réitéré les engagements de verser un dividende en progression minimale de 4 % chaque année. Cette annonce a permis au titre Terna de s'apprécier de 4,17 % hier en clôture à la Bourse de Milan.



Des municipalités feront un offre sur le gaz de RWE

Un groupe de 36 entreprises de services aux collectivités locales compte soumettre une offre pour le réseau de distribution de gaz naturel de RWE, après s'être assuré de la coopération de l'opérateur de réseau néerlandais Gasunie, selon le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ), qui précise que les sociétés de services municipales espèrent ainsi bénéficier d'une «*infrastructure de réseau stable*».

FAZ

MARCHE



Russia denies Ukraine gas system move

By Tony Barber in Brussels

Russia yesterday rejected Ukrainian suggestions that its behaviour in last month's European gas crisis indicated that Moscow's long-term aim was to gain control of the Ukrainian gas transit network.

At the same time Vladimir Chizhov, Russia's ambassador to the European Union, floated the idea that Gazprom, Russia's state-owned gas monopoly, might form a consortium with Ukrainian and EU partners to oversee Russian gas deliveries to Europe.

Mr Chizhov was speaking to reporters ahead of talks in Moscow on Friday between Vladimir Putin, Russia's prime minister, and José Manuel Barroso, the Euro-

'Gazprom might be interested in having

a Russian-Ukrainian-EU consortium'

pean Commission president.

Nine other EU commissioners will attend the discussions, the first such face-to-face talks since Russia cut off Europe's gas supplies through Ukraine in early January after a dispute over the contract governing Gazprom's deliveries to the Ukrainian domestic market.

Viktor Yushchenko, Ukraine's president, told the Financial Times last week that Russia's goals in the crisis had been to discredit Ukraine as a gas transit partner and "to get political and commercial control of the Ukrainian gas system".

Asked about this allegation, Mr Chizhov declared: "I would say that's rubbish. The fact that the Ukrainian pipeline network was neglected ever since the col-

lapse of the Soviet Union is recognised by everybody.

"The fact that its technical status is not up to standard is recognised by everybody. The fact that money supposed to be spent on maintenance from transit fees was spent on something else is recognised by everybody."

Mr Yushchenko, visiting Brussels last week, appealed for EU help in upgrading Ukraine's gas transit network. EU officials said he had received a sympathetic response, partly because he soothed EU concerns by promising to honour a Russian-Ukrainian accord that ended the gas crisis, even though it is likely to put Ukraine's finances under strain.

Under the accord, the role of RosUkrEnergo, a Swiss-registered intermediary that has controlled the Russian-Ukrainian gas trade since 2006, would apparently be eliminated to ensure trans-

parency and prevent corruption.

Mr Chizhov suggested new arrangements might be set up. "I understand that Gazprom might be interested in having a Russian-Ukrainian-EU consortium to manage the network. But that's for the parties to agree."

A similar idea has come from Dmytro Firtash, a Ukrainian businessman who controls 45 per cent of RosUkrEnergo.

Last month's crisis has reinforced the EU's determination to diversify its suppliers and supply routes, since Russia accounts for about a quarter of EU gas imports, most of which flow through Ukraine.

However, Mr Chizhov said the EU-supported Nabucco project, a 3,300km pipeline intended to carry gas from the Caspian Sea and central Asia through Turkey to Europe, had drawbacks.

ENVIRONNEMENT



L'agriculture incitée à utiliser moins d'énergie

Un diagnostic de consommation sera effectué dans 100 000 exploitations.

TOUJOURS dans le cadre du plan de relance, une enveloppe de 35 millions d'euros sur deux ans sera consacrée à améliorer le rendement énergétique des exploitations agricoles. Cinq millions seront destinés à établir le diagnostic des installations et 30 millions aux investissements nécessaires pour diminuer la consommation. *« Réduire la facture énergétique conditionne la viabilité et la pérennité économique des exploitations agricoles », souligne Michel Barnier, le ministre de l'Agriculture. D'autant plus dans un contexte mondial où les prix des énergies fossiles sont très volatils et s'orientent à long terme vers des hausses. »*

Cette mesure concernera dans un premier temps 100 000 exploitations, c'est-à-dire environ 20 % du total français. *« Dans chacune d'entre elles, un diagnostic personnalisé identifiera les économies d'énergie potentielles mais aussi les possibilités de produire des énergies*

renouvelables », poursuit le ministre. L'objectif est de réaliser d'ici à 2103 ces évaluations, en partenariat avec EDF, Total, GDF Suez ou l'Agence de la maîtrise des énergies (Ademe), qui prendront en charge une partie du coût du diagnostic (1 000 à 2 000 euros). Cela portera non seulement sur les bâtiments de travail, mais aussi sur les équipements comme les tracteurs, les moissonneuses-batteuses ou les ensileuses à maïs, fortement consommatrices d'énergie.

Panneaux photovoltaïques

« Globalement le but de ce plan est d'atteindre un taux de 30 % d'exploitations agricoles à faible dépendance énergétique d'ici à 2013 », a rappelé Patrick Devedjian, ministre de la Relance. Certaines d'entre elles pourront même devenir productrices d'énergie en profitant des surfaces importantes que représentent les toits des hangars pour y fixer des panneaux photovoltaïques. « Ils pourront revendre le kilowattheure à 55 centimes contre un prix de base de 30 centimes environ », indique le secrétariat d'État à l'Écologie, qui



Les évaluations porteront également sur les machines agricoles. Marmara/Le Figaro

précise qu'en terme de réduction de gaz à effet de serre, les agriculteurs ont été au-delà des objectifs de Kyoto et ont déjà réduit *« de 11 % leurs émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2007 ».*

E. L. C.



FONCTION PUBLIQUE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE

Judith Jiguet

Judith Jiguet est nommée directeur de cabinet de Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie.

JUDITH JIGUET, trente-six ans, diplômée de l'INA Paris-Grignon, titulaire d'un DESS de gestion publique, a exercé de 1999 à 2003 à la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt de la Vienne avant de devenir chef du bureau de l'animation des services déconcentrés au ministère de l'Ecologie. Appelée en 2004 comme conseiller technique de Dominique Bussereau, ministre de l'Agriculture, elle prend, en 2007, le poste de directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Michel Barnier. Elle avait été nommée en juillet dernier directeur de l'eau et de la biodiversité au ministère de l'Ecologie.